



24 JUILLET 2023

Avec cette édition, l'EIH prend ses quartiers d'été. Nous vous donnons rendez-vous pour la rentrée le 28 août prochain... en attendant bonnes vacances si vous en prenez. Et quelques conseils de lecture/podcast pour bien passer l'été...

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/cyberpouvoirs> sur la géopo et les libertés fondamentales des tech, par Asma Mhalla

<https://www.greeneuropeanjournal.eu/edition/up-in-arms-environmental-divides-reshaping-politics/> la dernière livraison du Green European Journal

<https://legrandcontinent.eu/fr/2023/07/12/la-prophetie-europeenne-de-kundera-relire-un-occident-kidnappe/> pour relire l'immense et regretté Milan Kundera à la lumière de la construction européenne

<https://www.leslibraires.fr/livre/21422773-les-sept-piliers-de-la-cite-guerir-la-politique-edouard-gaudot-plon> le dernier livre d'Edouard Gaudot, pour relier la démocratie, l'écologie, l'europe et le vivant.

Et un peu de littérature européenne pour détendre les neurones... [Vilnius, Paris, Londres](#), du prolifique auteur ukrainien Andrei Kourkov, pour comprendre le rêve européen de l'Europe centrale et répondre "oui!" ceux qui demandent si [on en connaît des lituaniens](#).

[Purge, Les Vaches de Staline](#), et [Quand les colombes disparaurent](#) de la Finno-Estonienne Sofi Oksanen, pour prendre conscience de ce que vivre à la frontière russe signifie pour les populations des pays baltes.

Et puis cette magnifique fresque sur la mémoire du franquisme par l'Espagnole Almudena Grandes, disparue prématurément : [Le lecteur de Jules Vernes](#), [Les Trois mariages de Manolita](#), et les autres.

Cette semaine pose la question du juste prix. Celui du [détachement d'E. Prigozhin à l'égard de V. Poutine](#), du [montant du budget de l'armée et de l'armement](#) à fournir à l'Ukraine en guerre, nous laissent encore en proie à nos questionnements. Le prix à payer pour délocaliser les difficultés posées par [les flux migratoires en Tunisie](#) et celui [du jeu dangereux](#) auquel joue le gouvernement italien à l'approche des élections européennes, peut encore être discuté mais il sera difficile à atteindre. L'issue semble toutefois plus facile à déterminer que celle qui concerne [les sorts du nucléaire](#) et du [moteur thermique](#).

Un seul n'est pas négociable : c'est [une haute valeur de l'exigence](#) quant à notre Etat de droit.

Bonne lecture,

Elise BERNARD,

Elisa CAMIA,

Edouard GAUDOT,

Kélian SANZ-PASCUAL,

Euan WALKER.



L'ETAT DE L'ETAT DE DROIT

24 JUILLET 2023

Italie, Parlement européen,

DROITE DANS SA BOTTE

L'Etat de droit c'est comme la santé. C'est quand il faiblit qu'on s'aperçoit qu'on en jouissait. Sans aucun doute, avec la poursuite du Green Deal, ce sont les libertés publiques et le respect de l'Etat de droit qui seront au cœur de la campagne des élections européennes à venir, alors que Ursula Van der Leyen semble plus que jamais fragilisée [estime Libération](#).

- Dans cette perspective, les rapports de force au Parlement européen, puis au Conseil, pour la désignation de la future Commission, seront déterminés par un acteur majeur du jeu : l'Italie de Giorgia Meloni.
 - La [disparition de Silvio Berlusconi](#) a laissé son parti, Forza Italia membre éminent du PPE désorienté et affaibli.
 - Pendant de nombreuses années, Forza Italia a incarné la tendance pro-européenne de la droite italienne, offrant un point de référence à ses alliés européens.
 - Cinq scénarios sont possibles, analyse [Lorenzo Castellani pour Le Grand Continent](#).
 - L'héritier, [le fidèle Antonio Tajani](#), tente de ramener la Première Ministre vers le centre-droit.
 - L'autre partenaire de G. Meloni, le leader de la Lega (I&D) [Matteo Salvini penche pour un bloc des partis d'extrême droite assumée](#).

- Avec entre autres le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne, dont la plateforme affiche sans détour la sortie de l'Euro et [la dissolution de l'Union européenne](#), et son alliée de toujours Marine Le Pen.
- Comme le rapporte [Liguria Today](#), Forza Italia est aujourd'hui sous les projecteurs.
 - Contre ces liaisons dangereuses entretenues par M. Salvini, A. [Tajani](#) fait pression pour conclure un accord avec les libéraux (Renew), le PPE et les Conservateurs et réformistes européens (CRE).
 - Ceci mettrait son propre parti, et groupe, au centre du jeu.
 - Dans cette optique, la grande inconnue reste du côté des libéraux (Renew, où siègent les députés de la liste Renaissance, du président Emmanuel Macron) qui seront – ou non – [en capacité de faire basculer](#) la majorité du côté du centre droit.
- Les mouvements tectoniques et tactiques ne font que commencer, mais nul doute que, comme en 2014 [avec le succès écrasant](#) de Matteo Renzi – et du mouvement Cinque Stelle –, l'Italie et la droite radicale européenne sont plus que jamais au cœur des jeux de pouvoir dans la prochaine configuration politique.
 - Pour l'Etat de droit en Europe, l'enjeu est existentiel.

Italie, Tunisie, Crise migratoire,

QUEST

S'il y a justement un champ particulièrement révélateur des questions d'Etat de droit et de respect des valeurs, c'est celui du traitement de la migration. Pays "frontière extérieure" de l'UE, aux prises avec les dilemmes politiques et moraux posés par l'accueil des réfugiés embarqués au péril de leur vie, l'Italie a [toujours demandé une solution européenne](#) et [la solidarité de ses partenaires](#) – la montée des populismes et surtout de l'extrême droite italienne est directement liée aussi aux impasses dans lesquelles se trouvent les gouvernements italiens successifs.

- Lors du dernier Conseil européen des 29 et 30 juin, [Giorgia Meloni](#) n'a pas réussi à convaincre ses alliés polonais et hongrois sur l'adoption des mesures proposées par le Conseil sur la question de la migration vers l'Union.
 - [L'accord auquel les ministres de l'UE sont parvenus](#), début juin 2023, prévoyait l'obligation de solidarité.
 - Par conséquent, la volonté de relocaliser ou, à défaut, de payer une indemnité de 20 000 euros pour chaque migrant non relocalisé.
 - Ceci peut s'expliquer par le fait que les majorités en place en Pologne et en Hongrie profitent des peurs qu'implique ladite crise migratoire.
 - Aucun intérêt que cette dernière prenne fin, donc.
 - Les électeurs italiens vivant au quotidien les drames de cette situation, il est impératif pour le gouvernement de faire preuve d'efficacité pour mettre fin à la situation, [s'il ne veut pas finir comme les précédents](#).

- Lors de [la récente convention du CRE](#), des 5 et 9 juillet 2023, Fratelli d'Italia (FDI) de G. Meloni et le parti Droit et justice (PiS) de [M. Morawiecki](#), ont réaffirmé leur position commune sur l'immigration illégale.
- Le 16 juillet 2023, la présidente du Conseil italien accompagnait Ursula von der Leyen et le premier ministre néerlandais, Mark Rutte, en Tunisie pour rencontrer le président tunisien Kais Saied, afin de signer un [Mémoire](#).
 - Comme [plus récemment avec la Libye](#), il s'agit d'[aider financièrement](#) la Tunisie avec une enveloppe de 900 millions d'euros en échange d'un durcissement des mesures sur la politique migratoire du pays.
 - La Tunisie ainsi devra reprendre les migrants qui atteignent les côtes européennes.
 - Cet accord créerait une véritable [plate-forme extracommunautaire](#) par laquelle les immigrés clandestins seraient renvoyés.
 - Les migrants qui se verraient accorder le droit d'asile seraient repris par les États membres, les autres resteraient en Tunisie.
 - Cet accord est dénoncé par les organisations de [défense des droits de l'homme](#) qui craignent que l'UE ne se rende complice des exactions violentes et racistes dont [le pouvoir en Tunisie se rend coupable](#) envers les migrants subsahariens depuis quelques mois.
 - La démarche a aussi été très vivement critiquée par les observateurs qui considèrent que la #teamEurope vantée par cette délégation Von der Leyen/Rutte/Meloni [agit en dehors de tout mandat ou cadre communautaire](#) (donc sans contrôle démocratique, au moins du Parlement européen).
 - Cet accord rappelle le "[pacte faustien](#)" comme l'appelait le professeur Jean-François Bayart, avec la Turquie de Erdogan, en 2016, complètement [en dehors du droit de l'Union](#).



EUROPE GEOPOLITIQUE

24 JUILLET 2023

Ukraine, Russie, Pologne, Hongrie, Droits fondamentaux,

PRICELESS

Il n'y a pas que la crise de l'accueil des migrants pour mettre à l'épreuve la résilience morale des Européens et la capacité de l'UE à être à la hauteur de ses valeurs fondatrices. La guerre en Ukraine est aussi un front intérieur.

- A la fois territorial et idéologique, comme [le rappelle encore](#) cette analyse récente, l'agression de V. Poutine est un défi à ce que l'Europe prétend être.
 - Avec le soutien à l'Ukraine, l'UE défend l'intégrité territoriale d'un [Etat du partenariat oriental](#) et une certaine idée de la légalité internationale.
 - Elle défend aussi ses "valeurs européennes" et paradoxalement les piliers de son projet politique, dont la paix sur le continent a toujours été le premier.

- On constate une certaine confusion : [le débat sur les "valeurs européennes"](#) est souvent affecté par la confusion entre les dimensions légales et politiques d'une part, et sociales d'autre part.
 - En Europe centrale, notamment en Pologne, la guerre russe en Ukraine est perçue comme une simple confrontation entre "dictature et démocratie".
 - Toutefois, la capacité à jouer un rôle géopolitique ne peut être dissociée de l'unité de la communauté de droit qu'est l'Union européenne et de la cohésion autour des principes politiques et juridiques sur lesquels elle est fondée.
 - La tension entre la défense des "valeurs" démocratiques à l'étranger et la tentation illibérale au sein de nombreux pays européens, tant à l'Est qu'à l'Ouest, doit être remise en question.
 - C'est ce que soulignent [les discours d'Orban](#), surtout depuis 2015 et l'affirmation d'une pratique antilibérale de la démocratie.

- De plus, l'utilisation paradoxale des "valeurs européennes" peut également être observée dans les domaines culturel et social.
 - Les tendances actuelles du souverainisme national attaquent non seulement les principes du libéralisme politique, mais aussi les valeurs sociales du libéralisme culturel, accusées d'être la cause de la disparition des valeurs traditionnelles et de l'identité nationale.
 - Ce discours conservateur, voire réactionnaire, trouve parfois un écho important dans les discours des gouvernements d'Europe centrale et orientale, notamment en Hongrie et en Pologne, mais aussi en Italie.
 - Ce qu'illustre bien [le discours du Premier Ministre Morawiecki](#).
 - Bien que la forme et la rhétorique soient souvent différentes, ces remarques peuvent présenter une sorte de convergence idéologique avec celles du président russe, qui dénonce l'UE comme un cheval de Troie d'une modernité antireligieuse véhiculant des valeurs et des choix sociaux présentés comme une source de décadence et de destruction éventuelle de ce qui devrait être la "véritable" identité européenne.

- Les "valeurs européennes" dont il est question sont en réalité les "principes" politiques et juridiques issus du libéralisme politique, développés tout au long de l'histoire européenne et affirmés depuis les Lumières.

- Les droits fondamentaux interprétés de [façon à traduire une vision exigeante de l'État de droit](#), tant en ce qui concerne les individualités que les groupes.
- C'est là la "valeur" fondatrice de l'Europe : l'Union a d'abord assuré la paix et ancré la démocratie libérale avant de renforcer sa puissance.
 - La seconde partie du raisonnement ne devant pas être remise en question parce qu'un Etat tiers a décidé de remettre en cause la paix sur le continent.
 - En Ukraine et autour, comme sur les rives de la Méditerranée, c'est sa raison d'être joue l'Union.

Défense, Armement,

PARABELLUM

Si la Paix est toujours la valeur cardinale pour orienter le projet européen, la question des moyens de la paix semble paradoxalement aujourd'hui passer par les armes.

- L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a publié des données confirmant que 2022 a établi [un nouveau record pour les dépenses militaires mondiales](#), alimentées par l'invasion russe de l'Ukraine, les manœuvres chinoises autour de Taïwan et l'escalade des tensions dans le monde.
 - Le total des dépenses mondiales a atteint la somme de 2,24 billions de dollars l'année dernière, et ce chiffre devrait encore augmenter cette année.
 - Des pays ont annoncé des augmentations substantielles de leurs budgets de défense.
 - Notamment l'Allemagne, la Pologne (qui atteint 4 % du PIB), le Japon (qui double son budget), la Chine (qui augmente son budget pour la 29e année consécutive) et la France (qui prévoit une augmentation de 40 % sa loi sur les programmes militaires pour 2024-2030).
 - De son côté Vladimir Poutine déclare qu'il n'y a "aucune limite" aux dépenses militaires.
 - L'annuaire 2023 du SIPRI met également en évidence une tendance préoccupante à l'augmentation du nombre d'ogives nucléaires dans le monde, principalement due à l'expansion significative de l'arsenal nucléaire de la Chine.
- Ces dépenses militaires sont peu contestées, compte tenu du climat international actuel de tensions et de conflits.
 - Même dans les Etats de droit démocratiques, les préoccupations liées à ces conflits éclipsent toute opposition aux dépenses militaires, malgré le détournement de fonds d'autres domaines tels que la transition environnementale.

- En Allemagne, par exemple, même les Verts, qui font partie du gouvernement, [soutiennent l'effort militaire](#).
 - Une révolution culturelle pour un mouvement contestataire né dans le pacifisme et l'antimilitarisme.
 - Vladimir Poutine s'attendait peut-être à plus de réactions face à ces développements, mais il semble que l'époque où [les pacifistes étaient à l'Ouest et les missiles à l'Est](#) appartienne désormais au passé.
- Dans le droit fil de cette augmentation des dépenses, les conclusions du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UE des 29 et 30 juin 2023, montrent le [maintien de la pression sur la défense européenne](#).
 - Le document appelle à l'adoption rapide des textes de négociation en cours, notamment l'instrument pour les acquisitions conjointes et l'action de soutien à la production de munitions.
 - Toutefois, il est à craindre que l'élan se soit essoufflé depuis [le sommet de Versailles, en mars 2022](#) sous présidence française du Conseil, avec un consensus parmi les chefs des exécutifs européens mais un engagement moindre de la part des ministres.
 - Le texte mentionne également le programme d'investissement européen en matière de défense promis par la Commission en 2022, qui n'a pas encore été proposé et ne figure même pas dans la dernière version de l'ordre du jour du collège des commissaires.
- La Commission européenne a toutefois adopté [l'Act in Support of Ammunition Production](#) (ASAP) pour livrer rapidement des munitions et des missiles à l'Ukraine et aider les États membres à reconstituer leurs stocks.
 - Cet acte apportera un soutien financier, sous forme de subventions, aux efforts déployés par l'industrie européenne de la défense pour augmenter sa capacité de production et éliminer les goulets d'étranglement.
 - Il facilitera l'accès au financement pour les entreprises de l'UE dans le domaine des munitions et des missiles.
 - La proposition de nouveau règlement comprend un instrument permettant de cartographier et de surveiller les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement, des cadres réglementaires temporaires pour faire face à la pénurie de munitions et l'allocation d'un budget de 500 millions d'euros.
 - Ce budget provient du redéploiement de divers instruments, notamment le [Fonds européen de défense](#) et le futur [EDIRPA](#).
- Ursula von der Leyen a déclaré que la disponibilité en temps voulu de munitions et de missiles est essentielle pour la sécurité de l'Europe et les efforts déployés pour soutenir l'Ukraine.
 - Elle a ajouté que l'Europe intensifiait son soutien sur trois fronts :
 - Les États membres fournissent des munitions supplémentaires à partir de leurs stocks existants ;

- l'achat conjoint de munitions supplémentaires pour l'Ukraine ;
- et l'augmentation et l'accélération de la production de munitions par l'industrie européenne de la défense.
- Il s'agit d'un développement important qui pourrait avoir un impact considérable, car la loi permettra aux États membres de l'UE d'utiliser les fonds de cohésion et de relance pour stimuler leur industrie de la défense, comme l'a souligné M. Breton.

Ukraine, Russie, Wagner, Biélorussie,

LA MUTINERIE D'EVGUENI PRIGOZHIN – CE QUE L'ON SAIT SUR LES 36 HEURES PENDANT LESQUELLES LE MONDE A RETENU SON SOUFFLE

Rares sont les événements qui sont réellement scrutés aux quatre coins du globe, même parmi ceux qui auront un impact décisif pour les décennies à venir. Du fait du nombre important de ses partenaires, concurrents et adversaires, l'homme d'affaires russe Evgueni Prigozhin, connu pour être derrière la société militaire privée Wagner, les [fermes à troll](#) du projet Lakhta telles que ce qui était connu il y a quelques années comme l'Internet Research Agency et l'empire médiatique [Mediapatriot](#), a attiré sur lui une telle attention lors de sa « [marche pour la justice](#) » en direction de Moscou ce 24 juin 2023. Bien que de nombreuses zones d'ombre demeurent, un mois plus tard, on en sait aujourd'hui davantage sur cet incident qui a pris de court de nombreux observateurs.

- [Le 23 juin, à 11h, heure de Moscou, une vidéo inattendue est publiée](#) par l'homme d'affaires : il y accuse l'administration de Vladimir Poutine, particulièrement le ministère de la Défense, ainsi que le FSB d'avoir créé un prétexte pour attaquer l'Ukraine en 2014 et annexer la Crimée.
 - Après des années de dénégation, il admet ainsi que c'est la Russie qui a porté le premier coup, et que c'est bien elle qui est responsable des huit années de conflit larvé.
 - Selon lui, le conflit avait en réalité quatre objectifs :
 - permettre l'ascension du ministre de la Défense Sergueï Shoïgu parmi les élites ;
 - enrichir certains oligarques ;
 - faire accéder l'ami de Vladimir Poutine Viktor Medvedchuk à la présidence ukrainienne pour faciliter cet enrichissement et « punir les Américains et le régime de Zelensky ».
 - Plus tard dans la journée, E. Prigozhin appelle en outre à ouvrir une enquête sur Shoïgu et le chef d'état-major des armées Valery Guerassimov pour leur responsabilité dans « la mort de dizaine de milliers de Russes et la cession de territoire à l'ennemi ».

- L'élément présenté comme le déclencheur de la mutinerie est une vidéo, probablement mise en scène, d'une frappe de missiles de l'armée russe contre un camp de Wagner.
 - Les événements s'enchaînent alors très vite :
 - E. Prigozhin annonce que Wagner va tenter de capturer Shoïgu et Guerassimov, tandis qu'une enquête criminelle est ouverte contre l'homme d'affaires par le FSB et que la Garde nationale est déployée.
 - Pendant ce temps, alors que les réseaux sociaux s'affolent, les médias restent en état de stupéfaction.
 - Sur Pervy Kanal, la chaîne la plus regardée de Russie, ce n'est que tard dans la nuit qu'un communiqué ne faisant que reprendre les informations déjà disponibles en ligne est diffusé.
- [Au matin du 24, la ville de Rostov-sur-le-Don est prise par les forces de Wagner](#) sans un coup de feu, et malgré des déclarations de plusieurs officiels dès le matin, y compris de Vladimir Poutine lui-même, de réelles initiatives contre les structures de E. Prigozhin comme le blocage des médias de son groupe Mediapatriot sur internet ou le retrait des panneaux publicitaires pour le recrutement au sein de Wagner ne sont entreprises que dans la journée.
 - La « marche pour la Justice » vers Moscou a alors déjà bien avancé, et personne ne semble décidé à arrêter Wagner.
 - Ou presque, car il faut rappeler que des accrochages avec l'armée ont bien eu lieu.
 - Selon les investigations menées après l'incident, le bilan s'élèverait à au moins 13 militaires tués et entre 1 et 6 hélicoptères ainsi qu'un avion de transport de classe Il-22 abattus.
 - Selon les déclarations ultérieures de l'homme d'affaires, la mutinerie était destinée à faire pression pour empêcher la dissolution de Wagner, prétendument prévue pour le 1^{er} juillet 2023.
 - Cette version qui n'est pas improbable : le conflit avec le ministère de la Défense dure au moins depuis 2017, [lorsque Shoïgu a attribué à l'armée russe la libération de Palmyre \(Syrie\)](#), que E. Prigozhin estime être une victoire de Wagner.
 - Les relations n'ont eu de cesse de se dégrader depuis, avec notamment une baisse drastique des dotations.
 - Qui a suivi le conflit en Ukraine se rappellera que le manque de munitions pour Wagner est justement un reproche formulé par E. Prigozhin lors de la bataille de Bakhmut, reproche qui s'est mué en accusation de tentative délibérée du ministère de faire éradiquer Wagner sur le terrain.
- Cependant, les choses ne se sont manifestement pas passées comme prévu.
 - Selon les informations actuellement disponibles, E. Prigozhin aurait tenté de joindre V. Poutine pendant la journée du 24, sans succès, et [l'intervention d'Alexandre Loukachenko n'aurait été qu'un pis-aller](#).

- Les conséquences sont nombreuses, puisque le groupe Mediapatriot a été dissout, et qu'une certaine incertitude règne quant au devenir exact des autres activités de ses structures, notamment en Afrique.
- Pour autant, il semble que les activités de E. Prigozhin soient appelées se prolonger : les [combattants de Wagner sont aujourd'hui bel et bien en Biélorussie](#) et y entraînent déjà l'armée, et il semble qu'un retrait complet des structures liées à l'homme d'affaires du continent ne soit pas à l'ordre du jour.
 - S'il n'est pas à exclure que leur poids diminue dans l'influence qu'exerce la Russie à l'international, l'État russe paraît continuer à le considérer comme un acteur utile pour la défense de ses intérêts.



GREEN DEAL

24 JUILLET 2023

France, Nucléaire, J'ATOME, MOI NON PLUS

L'antagonisme entre nucléaire et renouvelable devient problématique et commence à peser sur la capacité collective de l'UE à avancer sur la voie de l'autonomie énergétique. Le désaccord est devenu une opposition frontale et les arguments en slogans irrationnels de part et d'autre. "Comme un couple qui ne veut plus s'entendre" explique un proche observateur des disputes entre Allemagne et France à propos des orientations énergétiques de l'Europe - ce que confirment les [accusations mutuelles de malhonnêteté](#).

- La France compte sur [la réforme du marché européen de l'électricité](#), en discussion actuellement, pour développer son industrie nucléaire.
 - Cependant, [le vote du Parlement européen](#) la semaine dernière a freiné les ambitions de Paris, en écartant le recours aux "contrats pour différence".
 - Il s'agit de contrats à long terme, garantis par la puissance publique.
 - Eux [seuls permettent de rentabiliser les lourds investissements](#) que représente le nucléaire.
 - En matière de renouvelables, la France est toujours en retard sur ses propres objectifs et [en infraction avec les décisions européennes](#) auxquelles elle a contribué et qui s'imposent à elles.
- Cependant, la part des énergies renouvelables progresse dans le monde.

- D'après l'Agence internationale de l'énergie dans [un rapport sur l'état du marché de l'électricité mondial](#), les renouvelables pourraient dépasser le charbon dans la production mondiale d'électricité en 2024.
 - Si la météo est favorable, nuance-t-elle.
- Selon l'étude, [la part des énergies renouvelables](#) dans la production mondiale d'électricité dépassera un tiers d'ici 2024.
 - Au détriment de la production à partir du charbon diminuera légèrement en 2023 et 2024.
- Toujours selon le rapport, la consommation de l'UE devrait diminuer de 3 % cette année, soit une baisse similaire à celle enregistrée en 2022.

Italie, Tunisie, Crise migratoire,

COMMUNISME VERT

De son côté, l'autre trublion des politiques environnementales européennes se nomme Pologne. [Mettant sa menace à exécution](#), Varsovie a finalement attaqué devant la Cour de Justice de l'UE [la décision de sortie du moteur thermique en 2035](#).

- Le geste est un mélange de défiance politique, [présenté comme une rébellion contre un abus de pouvoir](#), un trope devenu classique dans la rhétorique nationaliste en vigueur dans les capitales européennes, surtout à droite.
 - "[Communisme vert](#)" s'emporte J. Kaczynski, le patron du PiS et homme fort du régime.
 - Varsovie estime que [la décision devrait être prise à l'unanimité](#).
 - S'y ajoutent les justifications habituelles sur les écarts de développement qui permettraient à la Pologne de s'affranchir des contraintes réservées aux partenaires de l'Ouest.
 - Enfin, en filigrane, la défense d'un modèle social donc politique très dépendant des énergies fossiles.
 - Charbon en premier lieu, et véhicules individuels en second.
- Moins frontale que [le chantage germano-italien](#) qui avait remis en cause le vote final au Conseil, la plainte n'a pas vraiment de base légale solide.
 - Mais elle permettra sûrement au gouvernement PiS de se poser en défenseur des intérêts nationaux, de l'industrie minière et des catégories les plus modestes.
 - En particulier [à la veille d'élections cruciales](#) cet automne 2023, qu'il n'est plus aussi sûr de pouvoir remporter.
- Pendant ce temps, Contexte explique [dans un article au fond](#) comment la présidence espagnole tente de faire aboutir le délicat dossier [des normes Euro7](#) qui régulent les émissions polluantes des véhicules thermiques d'ici leur disparition.

- Un dossier sur lequel s'est constitué [une minorité de blocage](#) dont la France, la Pologne et l'Italie.
- L'offensive contre le texte de la Commission se déroule en parallèle au Parlement européen où [une majorité de droite et libéraux](#) pourrait parvenir à vider le texte de sa substance.
 - Décidément, l'écologie et l'Etat de droit seront bien au cœur des enjeux de 2024.

